

MIEUX PRENDRE EN COMPTE LES RELATIONS DE GENRE DANS LES POLITIQUES D'INTÉGRATION RÉGIONALE

PARTAGE DES RESULTATS DE LA RECHERCHE



RAPPORT D'ATELIER



Table des matières

I. INTRODUCTION.....	1
II. DEROULEMENT DES ACTIVITES	1
II.1 1ERE SESSION	1
II.2 2EME SESSION	5
II.3 3EME SESSION	7
III. CONCLUSION.....	8

Introduction

Le 18 Juin 2021, le Groupe de Recherche et d'Analyse Appliquées pour le Développement (GRAAD Burkina) a organisé, au Centre National Cardinal Paul Zoungrana, l'atelier de partage des résultats du projet de recherche intitulé "*Intégration régionale, amélioration de la situation économique de la femme et transformation des relations de genre dans l'espace UEMOA*", en abrégé *Projet InterGenre-UEMOA (IGU)*.

Le projet financé par le Centre de Recherches pour le Développement International (CRDI Canada) a duré trois (03) ans (Avril 2018-Juin 2021). Il vise à faire la lumière sur la contribution de l'intégration régionale, et particulièrement celle du commerce intra-communautaire sur la situation économique de la femme et les relations de genre dans les pays de l'Union Économique et Monétaire de l'Afrique de l'Ouest (UEMOA).

Le démarrage du projet, qui fut une belle réussite pour la visibilité et l'appropriation des résultats de la recherche, a mobilisé les autorités de l'UEMOA, les Ministères en charge du Genre / du Commerce burkinabè et l'Ambassadeur du Canada au Burkina Faso.

Dans cette même dynamique, à la fin du projet, il était important de partager les résultats de la recherche et les recommandations de mesures de politiques qui en découlent avec les décideurs politiques et les autres acteurs du développement intéressés par la question. Ces derniers pourront alors s'en inspirer pour renforcer les politiques et les plaidoyers en matière d'égalité-genre dans l'intégration régionale. C'est dans cette philosophie que s'est tenu cet atelier qui a durée 4 heures de temps.

L'atelier qui a regroupé une soixantaine (60) de personnes issues d'institutions et d'organisations d'intérêt pour le sujet avait pour objectif général de présenter les résultats de la recherche et les grandes recommandations de politiques.

II. Déroulement de l'atelier

L'atelier s'est déroulé de 9H00 à 13H30 suivant trois grandes sessions qui sont développées autour des grandes lignes suivantes.

I. Première session

L'atelier a débuté à 9h après l'installation des membres du présidium composé de cinq (05) personnes dont :

- Monsieur le Secrétaire Exécutif du GRAAD Burkina ;
- Madame la représentante du Caucus Genre de l'Assemblée Nationale ;
- Madame la représentante du Ministère de la Femme de la Solidarité Nationale, de la Famille et de l'Action Humanitaire du Burkina Faso ;
- Monsieur le représentant du Ministère de l'Industrie, du Commerce et de l'Artisanat
- et Monsieur le représentant du SP/PNDES.

À la suite de cela, la Directrice régionale du Bureau pour l'Afrique du centre et de l'Ouest du Centre de recherches en développement international (CRDI), a prononcé un mot de bienvenu et n'a pas manqué de féliciter l'équipe du GRAAD Burkina pour la qualité du travail mené et

de remercier les autorités présentes à cet atelier. Son intervention a été malheureusement interrompue par quelques problèmes techniques liées à la connexion internet.

Après cette intervention, le Secrétaire Exécutif du GRAAD Burkina, Dr. Gountiéni D. LANKOANDE a pris la parole pour remercier les participant.e.s pour leur présence et rappeler le but de l'atelier. Il fut alors le tour de Madame la représentante du Caucus Genre de l'Assemblée Nationale qui prit la parole pour témoigner son soutien au GRAAD Burkina et aux résultats produits par le projet InterGenre-UEMOA. La parole a ensuite été donnée à Madame la représentante du Ministère de la Femme de la Solidarité Nationale, de la Famille et de l'Action Humanitaire qui a prononcé le mot d'ouverture de l'atelier.

Après le mot d'ouverture, Dr Sawadogo Martin, Chargé d'études au GRAAD Burkina, a présenté les différents résultats de la recherche, contenus dans les Policy Briefs, les Working papers et les mémoires qui constituent une partie des nombreux outputs du projet. En ce qui concerne les résultats, il faut retenir notamment que :

- Le commerce intracommunautaire a une incidence positive sur la gestion administrative des entreprises. La recherche de performance conduit ces entreprises à utiliser le profil et l'expérience comme critère de recrutement, et fait dissiper les discriminations basées sur le genre et les stéréotypes sexistes ;
- Les entreprises qui participent au commerce intracommunautaire (CIC) dans l'espace UEMOA ont une meilleure assise matérielle et financière, des chiffres d'affaires plus élevés et une facilité d'accès au crédit comparativement aux entreprises non CIC ;
- Le commerce intracommunautaire réduit les inégalités d'emplois entre les hommes et les femmes dans les postes de subordination, mais contribue à les accroître dans les postes de décision ;
- Sur le plan salarial, le CIC contribue à accroître les inégalités de salaires entre les hommes et les femmes dans les postes de rang inférieur, mais les réduit dans les hauts postes ;
- Le CIC contribue à impacter positivement le niveau de vie des ménages à travers l'amélioration de la capacité des ménages à couvrir régulièrement leurs besoins essentiels (alimentation, santé, éducation, habillement).

Il a également mentionné que des étudiants en Master 2 de recherche ont été encadrés par le GRAAD Burkina dans le cadre du projet. Deux des étudiantes ont produit deux mémoires dont l'un a été soutenu et l'autre en cours (prévu pour le 24/06/2021). Par ailleurs, deux emplois permanents ont été créés au sein du GRAAD Burkina suite au projet.

Après la présentation de Dr Martin SAWADOGO, ce fut au tour de Dr. Gountiéni D. LANKOANDE de présenter le dernier élément qui portait sur les leçons et implications de politiques. Il faut noter que cette présentation a été faite en trois étapes :

- Leçons et implications de politiques dans le cadre politique, institutionnel, juridiques et réglementaire ;

- Leçons et implications politiques au niveau du commerce intracommunautaire et les inégalités de genre dans l'entreprise ;
- Recommandations du comité de pilotage pour réduire les inégalités de genre au niveau du commerce intracommunautaire.



Dans sa présentation, le SE a d'abord donné les leçons tirées avant de livrer la/les recommandations proposées.

1^{ère} étape : leçons et implications de politiques dans le cadre politique, institutionnel, juridique et réglementaire

Leçon 1 : l'appropriation des politiques et instruments de promotion du genre à l'image de la BSG fait défaut. De même, les statistiques sur le CIC sont insuffisantes et ne sont guère désagrégées selon le genre.

- **Recommandation 1.1.** : promouvoir l'application de la Budgétisation Sensible au Genre (BSG) par la Commission et les États membres de l'UEMOA ;
- **Recommandation 1.2.** : renforcer la production par les systèmes statistiques des pays de l'UEMOA, des statistiques sur le commerce international, sensibles au genre ;

- **Recommandation 1.3.**: définir un cadre minimum harmonisé de production et de diffusion de statistiques sensibles au genre comprenant, les indicateurs sur le commerce désagrégé selon le genre au sein de l'UEMOA.

Leçon 2 : l'application des textes sur le genre et l'intégration commerciale est insuffisante et dans certains pays, les efforts d'internalisation des conventions internationales de promotion du Genre doivent se poursuivre. De même l'antagonisme entre droit moderne et droit coutumier doit reculer dans d'autres pays.

- **Recommandation 1.1.** : renforcer les capacités des responsables des départements et institutions en charge de la promotion du genre.
- **Recommandation 2.1.** : vulgariser les textes fondamentaux de l'UEMOA en les traduisant dans les langues principales parlées par les commerçantes de la sous-région.

2^{ème} étape : Leçons et implications politiques au niveau du commerce intracommunautaire (CIC) et les inégalités de genre dans l'entreprise

Léçon1 : la participation des entreprises au CIC a tendance à réduire les inégalités salariales entre hommes et femmes dans l'entreprise, sans les éliminer. Il en est de même pour les inégalités de salaires entre jeunes et adultes employés d'entreprises participant au CIC qui tendent du reste à disparaître au niveau des plus hauts postes. De cette leçon, découlent les recommandations suivantes :

- **Recommandation 1.1.** : mettre en place des appuis à la formation technique et professionnelle des jeunes et des femmes, afin de réduire leurs gaps d'expérience et de capital humain ;
- **Recommandation 1.2.** : promouvoir le développement personnel des femmes, pour accroître leurs capacités d'accès aux hauts postes au sein des entreprises ;

Leçon 2 : la participation des entreprises au CIC accroît l'emploi des femmes par ces entreprises. Ce résultat a conduit à formuler les recommandations de politiques suivantes :

- **Recommandation 2.1.** : mettre en place au sein des pays, des appuis spécifiques aux jeunes entreprises orientées dans le CIC pour favoriser l'emploi féminin ;
- **Recommandation 2.2.** : concevoir et mettre en œuvre un programme communautaire au sein de l'UEMOA pour appuyer les jeunes entreprises orientées et spécialisées dans le CIC qui seraient également source d'emploi pour les jeunes talents hommes tout comme pour les femmes ;
- **Recommandation 2.3.** : accompagner vigoureusement les projets d'industries de transformation agroalimentaire qui permettraient d'accroître l'emploi des femmes dans le secteur formel ;
- **Recommandation 2.4.** : approfondir l'intégration économique au sein de l'UEMOA afin de servir de levier de promotion de l'emploi des femmes.

3^{ème} étape : grandes recommandations retenue avec le Comité de pilotage pour réduire les inégalités de genre au niveau du commerce intracommunautaire (CIC)

- Renforcer les capacités de tous les acteurs intervenant dans la chaîne de planification/budgétisation sur les questions de genre ;
- Promouvoir l'entreprenariat féminin à travers des formations ciblées (développement personnel, coaching) et l'appui conseil, la sensibilisation à la formalisation ;
- Structurer et/ou renforcer les capacités des organisations de financement auxquelles les femmes ouest africaines adhèrent ;
- Vulgarisation, sensibiliser et renforcer les capacités des femmes avec la traduction des textes fondamentaux nationaux et communautaires sur le commerce dans les langues principales parlées dans la sous-région ;
- Demander une notice d'impact genre comme élément de dossier dans la création/formalisation de toute entreprise commerciale.

La fin de cette présentation a marqué la fin de la première session de l'atelier.

II. Déroulement de la deuxième session

La seconde session a débuté avec le mot de l'Honorable Madame Worokya ROUAMBA du Caucus genre de l'Assemblée nationale. Elle a profité de cette occasion pour rappeler le rôle que joue le Caucus Genre au sein de l'Assemblée nationale. Elle a affirmé avoir pris note des différentes recommandations et des résultats de la recherche et a assuré qu'elle les transmettra au Caucus Genre qui en fera une bonne exploitation dans les propositions de politiques genres au sein de l'Assemblée nationale.

Après son intervention, elle a passé la parole au Dr TIENDREBEOGO venue représenter Madame la Ministre de la Femme de la Solidarité Nationale, de la Famille et de l'Action Humanitaire ; elle est par ailleurs la Directrice du FAARF (Fonds d'Appui aux Activités Rémunératrices des Femmes). Dans son exposé, elle a présenté le FAARF qui est une structure étatique œuvrant dans l'octroi des crédits aux femmes. Elle a également admis avoir pris note des résultats et recommandations et d'être heureuse de constater que ces résultats viennent conforter certains de leurs constats sur le terrain. Elle a assuré qu'elle rendra compte à Madame la Ministre.

A tour de rôle, les autres membres du présidium prirent la parole pour présenter les structures qu'ils ont représentés et ont donné leur appréciation sur les résultats et des recommandations du projet.

Suite à leurs interventions, le Secrétaire exécutif du GRAAD Burkina a fait une remise symbolique de dix (10) notes de politique tirées du projet, à Madame la représentante du Caucus Genre de l'Assemblée nationale et à Madame la représentante du Ministère de la Femme de la Solidarité Nationale, de la Famille et de l'Action Humanitaire.



Après cette remise, une pause santé de 15 mn a été donné aux participant.e.s et dans le même temps, certains membres du présidium se sont prêtés aux interviews des journalistes.

Remise symbolique des notes de politique

Après la pause santé, l'atelier a repris avec une prestation musicale de Malika la Slameuse qui a chanté l'hymne du projet InterGenre-UEMOA. Cette pause musicale a marqué la fin de la deuxième session de l'atelier.



Prestation musicale par Malika la Slameuse qui chante l'hymne du Genre tel que copié par le projet InterGenre-UEMOA

III. Déroulement de la troisième session

La section 3 a concerné le panel politique sur les implications des résultats de la recherche en matière d'autonomisation économique de la femme ouest africaine et des relations de genre dans l'espace UEMOA.

De ce panel, il est ressorti que :

- les femmes doivent travailler à labeliser leurs produits afin d'être plus performantes et compétitives au niveau régional. Elles peuvent être accompagnées à travers des subventions ;
- les fonds alloués au niveau du FAARF sont insuffisants, mais l'arrivée du nouveau projet ivoiro-burkinabé au niveau du FAARF a permis de venir déjà en aide à 40 femmes en activité de commerce au Burkina Faso avec un fond total de 250 millions. Cependant, beaucoup reste à faire, et de tels projets doivent être multipliés et encouragés ;
- les femmes refusent de contracter des crédits auprès des banques et se contentent de petits prêts avec le FAARF. Des sensibilisations sont faites par le FAARF à ce niveau, mais les femmes sont toujours réticentes. Cette situation empêche ces dernières de bien développer leurs entreprises et par la même occasion leurs activités. Cette position empêche de nombreuses femmes de passer à une étape supérieure en termes d'entreprenariat, alors qu'elles en ont la capacité ;
- certaines femmes rencontrent des difficultés pour rembourser les crédits du FAARF, car elles ne possèdent pas de plan bien structuré de leur activité. D'autres femmes remettent une partie de la somme du crédit contracté à leur conjoint et le reste est utilisé pour leurs activités. Ce qui limite énormément leur potentiel d'entrepreneure en général ;
- une facilitation au niveau de la pression fiscale à l'égard des entreprises des femmes a été proposée ;
- l'accent doit être également mis sur la sensibilisation et la formation des femmes, car cela pourrait accroître leurs chances au niveau des emplois et le bon déroulement de leurs activités ;
- au niveau des douanes, les entreprises formelles bénéficient d'un accompagnement par rapport aux entreprises informelles. Or, la plupart des entreprises féminines évoluent dans l'informel. Cette situation limite leur accompagnement.

Lors de ce panel, 10 minutes ont été accordées aux participant.e.s pour des questions d'éclaircissements, de recommandations et des apports. Par la suite, les panélistes ont répondu aux différentes questions.

La journée a pris fin à travers la clôture de l'atelier aux environs de 13H30 avec le mot du Dr. LANKOANDE, qui a souhaité aux participant.e.s un bon retour dans leurs services et foyers respectifs et a invité l'ensemble des participant.e.s pour une photo de famille.

Une pause déjeuner a été offerte aux participant.e.s à partir de 13h30, qui a marqué ainsi la fin de cette journée.

Conclusion

En somme, l'atelier de restitution des résultats du projet de recherche InterGenre-UEMOA a connu un grand succès. Compte tenu dynamisme de l'équipe de recherche, du comité de pilotage et de l'ensemble des participant.e.s, les objectifs visés ont été atteints.

À travers les présentations et les échanges, les résultats de la recherche ont été mieux cernés par les participant.e.s. Aussi, les apports, les interventions, les remarques et les questions des uns et des autres ont permis d'enrichir le rapport final de la recherche.

La présence des autorités politiques, la mobilisation des chercheurs, des organisations d'intérêt pour le sujet, du comité de revue et de la presse ont contribué à faire de cet atelier une véritable réussite.